

LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE DE LANCEMENT D'ALERTE EN IRLANDE



LAUREN KIERANS

Professeur assistant en droit, Département de droit et de criminologie, Maynooth University

RÉSUMÉ

La Loi de 2014 sur les divulgations protégées vise à fournir une protection aux travailleurs lanceurs d'alerte. Mais cette loi remplit-elle vraiment son objectif ? Pour y répondre, une analyse de la jurisprudence relative à cette loi et couvrant la période du 15 juillet 2014 au 15 juillet 2020 a été entreprise. Plusieurs aspects spécifiques ont été examinés, notamment l'instance où la plainte a été déposée, le type de plainte et le taux de réussite. Selon l'analyse de la jurisprudence, les salariés - par opposition aux travailleurs non-salariés - sont beaucoup mieux protégés par la loi. Pour remédier à cette inégalité, il convient de modifier la loi afin que tous les travailleurs lanceurs d'alerte bénéficient de la même protection.

Mots-clés : *Lancement d'alerte, divulgations protégées, directive européenne sur la protection des lanceurs d'alerte, sanction, préjudice.*

ABSTRACT

The purpose of the Protected Disclosures Act 2014 is to provide protection to workers who make protected disclosures. The question arises, however, is it fulfilling this purpose? To answer this, an analysis of the case law under the Act between 15 July 2014 and 15 July 2020 was undertaken. Specific issues were assessed, including, the forum where the claim was brought, the type of claim, and the success rate. The case law analysis establishes that employees, as opposed to workers other than an employees, are much better protected under the Act. It is argued that this inequity needs to be addressed through statutory amendments so that there is parity of protection afforded to all workers who make protected disclosures.

Keywords: *Whistleblowing, Protected Disclosures, EU Whistleblowing Directive, Penalisation, Detriment.*